



PRÉLIMINAIRES :

LES CAPITULATIONS QUI PRÉPARÈRENT LA GUERRE ET LA DÉFAITE

On ne peut comprendre ce qui se passa en France de 1940 à 1944 sans revenir quelques années en arrière. Le 30 janvier 1933, Hitler devint chancelier d'Allemagne favorisé par le grand capital allemand, par la caste militariste, par les divisions du mouvement ouvrier et par la crise économique qui ravageait le pays et démoralisait les travailleurs. L'avènement de Hitler s'accompagna d'une répression féroce contre les communistes, les militants ouvriers et les démocrates, par l'ouverture des camps de concentration et le règne terroriste et sans partage du parti national-socialiste, le parti nazi. Dans ses écrits et dans ses discours, Hitler n'avait dissimulé aucun de ses objectifs : prendre la revanche de la défaite allemande de 1918, annuler les effets du traité de Versailles, s'en prendre à la France et à ses alliés d'Europe de l'Est, s'attaquer à la Russie soviétique. Il s'efforça de réaliser ce programme dans les plus brefs délais et les gouvernants français et anglais qui s'étaient parfois montrés si durs les années précédentes avec la faible République allemande pour faire respecter les stipulations les plus arbitraires du traité de Versailles, allant en 1923 jusqu'à réoccuper militairement la Rhénanie pour défaut de paiement des réparations, se mirent à tout concéder à Hitler et à admettre ses violations renouvelées du traité. Ils ne firent rien pour gêner le réarmement de l'Allemagne et ne





Léo Figuères

bougèrent pas plus lorsqu'en mars 1936 ses troupes occupèrent les zones démilitarisées de la Rhénanie. Ils facilitèrent à Hitler la récupération de la Sarre. Ils le laissèrent annexer l'Autriche en 1938. Lorsqu'en juillet 36 se déclencha en Espagne la rébellion militaire de Franco fomentée avec l'accord et le soutien militaire des États fascistes, ils étranglèrent la République espagnole par la prétendue « non intervention » qui permit à Hitler et à son allié Mussolini de soutenir Franco par l'envoi d'armements et d'unités militaires, jusqu'à la victoire finale du fascisme d'outre-Pyrénées. Les propositions de l'Union soviétique à partir de 1934 pour réaliser un front uni des puissances opposées à l'expansionnisme nazi se heurtèrent aux refus ou aux réponses dilatoires des gouvernants anglo-français. Le pire arriva en septembre 1938 lorsque à Munich, Daladier et Chamberlain, respectivement chefs des gouvernements français et britannique signèrent un accord avec Hitler et Mussolini qui, tenant l'URSS à l'écart, enlevait à la Tchécoslovaquie, ses régions frontalières, ses fortifications et ses défenses. C'était placer ce qui restait de la Tchécoslovaquie à la merci de l'Allemagne ce qui fut fait le 15 mars 1939 lorsque Hitler occupa Prague, imposa son protectorat à la Tchéquie et fit de la Slovaquie un État satellite. Hitler récupérait du même coup, l'armement considérable et la puissante industrie tchécoslovaques. La politique de concession perpétuelle de Chamberlain et Daladier avait fait faillite et au lieu d'ouvrir la voie de la paix comme ils l'avaient prétendu, elle avait rapproché la guerre. Munich était de plus une catastrophe diplomatique car elle avait sapé la confiance que les peuples pouvaient avoir envers la France





Et si nous reparlions de la Résistance...

et l'Angleterre. Les tentatives de l'été 1939 de recoller avec l'Union Soviétique après l'avoir négligée, trompée et tenté de retourner contre elle l'expansionnisme hitlérien, n'étaient pas sincères. D'ailleurs, même dans cette période les tractations se poursuivirent, côté anglais, avec les émissaires de l'Allemagne nazie au sujet de la Pologne. Les pourparlers militaires engagés à Moscou entre l'Union soviétique, la France et l'Angleterre le confirmèrent car les négociateurs français et britanniques n'avaient aucun véritable pouvoir de conclure un accord militaire.

Les Anglo-Français voulaient seulement obtenir l'engagement des Soviétiques d'entrer en guerre si la Pologne était attaquée sans donner à leur armée la possibilité d'entrer en Pologne pour aller à la rencontre de l'agresseur. En fait, on aurait bien vu l'URSS affronter l'Allemagne dans les plus mauvaises conditions sans lui donner l'assurance que les Occidentaux attaqueraient l'agresseur dès après l'entrée en guerre. L'Union soviétique ne voulait pas d'une guerre dans une telle situation alors qu'elle redoutait de devoir faire face, aux forces japonaises d'Extrême-Orient, que l'armée rouge avaient certes défaites lors des batailles du printemps aux limites de la Mongolie et de la Mandchourie, mais qui restaient menaçantes. Au surplus les Soviétiques n'ignoraient pas qu'au même moment des tractations se poursuivaient entre dirigeants anglais et allemands pour essayer de parvenir à un autre Munich sur leur dos et celui de la Pologne. C'est dans ces conditions que l'Allemagne fit des propositions de négociations à l'URSS qui les refusa jusqu'à la mi août pour les accepter ensuite devant la tournure négative que pre-





Léo Figuères

naient les discussions militaires avec les Anglo-Français et la concentration de forces allemandes à la frontière polonaise en vue d'une guerre inévitable ⁽¹⁾. Ce fut, le 23 août 1939, le coup de tonnerre de l'annonce qu'un traité de non agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique avait été conclu. Ce traité comportait des clauses non publiées d'après lesquelles si des modifications géopolitiques se produisaient en Pologne, les Soviétiques seraient en droit de récupérer les territoires, peuplés de Biélorusses et d'Ukrainiens, que les Polonais leur avaient enlevés par le traité de Riga en 1920 ; les Allemands reconnaissaient aussi que les pays Baltes se trouvaient dans la sphère d'intérêt soviétique. Les Allemands avaient donc payé un prix fort pour obtenir que les Soviétiques acceptent de conclure le traité. Les frontières soviétiques étaient reculées de 200 km vers l'ouest et les Allemands écartés de la région baltique qu'ils avaient toujours considérée comme leur fief. On vérifiera en 1941 le rôle que ces avancées territoriales jouèrent dans la résistance russe à l'agression de Hitler. La guerre des nazis contre la Pologne était programmée de longue date et l'échec des négociations franco-anglo-soviétiques la facilita seulement. Tel était le résultat de la politique de capitulations couronnée par Munich et du refus d'une collaboration politique et militaire véritable avec l'URSS quand c'était encore possible. Le 1^{er} septembre 1939, après une provocation organisée de toutes pièces par les services nazis, l'armée allemande entrait en Pologne, et devant l'échec de diverses manœuvres menées à l'initiative des Italiens, des Suédois et d'autres, (l'émissaire suédois Dalhérus fit des aller et retour Londres-Berlin, entre Chamberlain et Hitler, du-





Et si nous reparlions de la Résistance...

rant tout le mois d'août et la venue de Goering en Grande Bretagne fut même envisagée un moment), pour parvenir à un nouveau Munich, les gouvernements français et anglais se résignèrent le 3 septembre à proclamer l'état de guerre avec l'Allemagne.

En deux semaines les divisions blindées allemandes et l'aviation de Hitler vinrent à bout d'une armée polonaise mal préparée et mal commandée et, le 17 septembre, après le départ du gouvernement polonais de Varsovie, l'armée rouge entra dans les régions orientales peuplées majoritairement d'Ukrainiens et de Biélorusses annexées à la Pologne en 1920 et s'arrêta approximativement sur la ligne Curzon du nom du lord anglais qui avait délimité la frontière entre la Russie et la Pologne en 1919. Churchill tout en condamnant l'avancée soviétique, l'apprécia de façon réaliste en déclarant à la radio anglaise : « le fait pour les armées russes de se tenir sur la ligne Curzon est clairement nécessité par la sécurité de la Russie face à la menace nazie » et d'ajouter qu'un front de l'Est virtuel s'était ainsi créé face au Reich. Quant à l'ambassadeur français à Moscou il écrivait à son gouvernement le 28 octobre : « la présence à la frontière allemande d'une Russie rétablie sensiblement dans ses zones de souveraineté et d'influence de 1914, loin d'être contraire en principe aux intérêts français est de nature à les favoriser en certaines circonstances »⁽²⁾. Ces avis ne furent guère entendus en France. La crainte soviétique de voir les Anglo-Français ne pas bouger à l'ouest en cas de guerre se confirma. En dehors d'une brève occupation par les Français de quelques arpents du territoire sarrois en septembre aucune opération offensive d'envergure



Léo Figuères

ne fut tentée contre l'Allemagne, on s'installa dans ce qui fut appelée la « drôle de guerre » soit une inaction totale des armées française et britannique qui perdura jusqu'à l'offensive allemande de mai 1940.

EN FRANCE : CAMPAGNE DE DIVISION ET RÉPRESSION ANTICOMMUNISTE

En France comme partout dans le monde, le traité germano-soviétique provoqua une grande émotion. Voir le pays qui s'était toujours porté en tête du combat contre le fascisme s'accorder avec l'Allemagne de Hitler jeta le désarroi et, d'abord, dans les milieux qui avaient en lui la plus grande confiance. *L'Humanité* et *Ce Soir* tentèrent d'expliquer que le pacte étant le résultat d'une politique de concessions incessantes à Hitler ayant méprisé la place que tenait l'Union soviétique en Europe, il fallait essayer de renouer le dialogue avec elle. Le comité central du PCF, réuni le 25 avec le groupe parlementaire, entendit Maurice Thorez, revenu brusquement de vacances aussi surpris que tout le monde, conseiller une prise de position vigoureuse contre toute tentative d'agression hitlérienne et appeler à l'union de la nation contre l'agresseur. La déclaration du PCF était particulièrement claire : « Il ne s'agit pas, pour ceux qui veulent sauvegarder l'indépendance et l'avenir de la nation de se prendre à partie sur l'interprétation diverses des événements. L'heure est à l'union des Français. Si Hitler ose le geste qu'il médite, les communistes français seront au premier rang des défenseurs de l'indépendance des peuples, de la démocratie et de la France républicaine menacée ». Or au lieu d'entendre cet appel, Daladier fit saisir *L'Humanité* du 26 août dont le titre en première page appelait





Et si nous reparlions de la Résistance...

à l'union de la nation contre l'agression nazie et interdit dans la foulée toute la presse communiste pour empêcher le Parti de faire connaître sa position à l'opinion. Des militants qui voulurent le faire par des moyens de fortune, et parmi eux le député Cyprien Quinet du Pas-de-Calais, furent arrêtés dans les jours qui suivirent. Les déclarations de Gabriel Péri à la commission des affaires étrangères de la Chambre allant dans le même sens que l'appel, le vote des crédits militaires par les députés communistes, n'y firent rien. Daladier au lieu de choisir le débat politique, à propos d'événements sur lesquels des points de vue divergents s'exprimaient, comme le proposa le PC dans sa déclaration du 25 août, préféra s'engager dans une entreprise de division des Français, dans la répression sans limite contre les communistes espérant les briser et prendre sa revanche des critiques qu'ils ne lui avaient pas ménagées pour sa capitulation à Munich. Il était approuvé par la pire réaction y compris par ceux qui devinrent par la suite, les collaborateurs de l'occupant et, malheureusement aussi, par les dirigeants socialistes qui, après de brèves réserves de Léon Blum lors de l'interdiction du PC, se mirent à applaudir à toutes les mesures de répression espérant, sans doute, récupérer quelques dépouilles d'un PC défait. Et pourtant les communistes français persistaient dans l'orientation définie le 25 août. Dans le dernier numéro légal de la *Vie ouvrière* en date du 21 septembre 1939 Gaston Monmousseau écrivait : « La lutte pour la liberté contre la barbarie hitlérienne ne comporte pas seulement pour les combattants dans les pays agressés, la notion de sol national qu'il faut à tout prix défendre contre l'oppression étrangère, elle comporte au même titre





Léo Figuères

celle de la défense des libertés publiques, de la défense de la démocratie et de tout ce qu'elle comporte de possibilités de progrès social et de liberté humaine. Un gouvernement qui a peur du peuple va à la défaite ». C'était là un avertissement en même temps qu'une réaffirmation de la position communiste établie le 25 août. Daladier n'en tint aucun compte et au contraire aggrava la répression d'un cran après l'entrée de l'armée rouge en Pologne orientale, que l'on qualifia de « nouveau partage de la Pologne ». Le 26 septembre le PC fut interdit et toutes ses organisations dissoutes ainsi que les groupements censés être proches de lui. La persécution s'accrut au fil des semaines et, le 18 novembre, fut publié un décret permettant aux préfets d'interner sans jugement tout suspect de communisme dans un camp de concentration. Cela entraîna une vive protestation de la Ligue des droits de l'homme qui, demandant son abrogation, rappela qu'aucun des régimes autoritaires instaurés en France antérieurement n'était allé aussi loin dans le mépris des droits de la personne ⁽³⁾. La pression officielle et médiatique fut alors si forte que des élus communistes, 21 députés, un sénateur et plusieurs maires désavouèrent le Parti en faisant des déclarations publiques de même qu'un certain nombre d'intellectuels proches des communistes. On comprend que des communistes aient pu être troublés, voire indignés de bonne foi, tant par le pacte d'août 39 que par l'entrée de l'Armée rouge en Pologne mais nombre d'entre eux s'interrogèrent sans faire de déclarations dans la presse, ce qui revenait à soutenir les auteurs des persécutions dont étaient victimes leurs camarades. Le sort des élus qui renièrent publiquement le





Et si nous reparlions de la Résistance...

PC fut divers ; certains comme Gitton, Capron et Clamamus allèrent jusqu'à se vautrer ensuite dans la collaboration avec les nazis, quelques uns trouvèrent le chemin de la résistance et d'autres essayèrent de se faire oublier.

La vague de répression anticommuniste de Daladier et l'interdiction du parti communiste le plus influent dans les pays capitalistes, eurent d'autres conséquences. Alors que jusque là les communistes s'étaient prononcés sans équivoque contre l'agresseur hitlérien ces mesures renforcèrent l'idée que le conflit en cours ne revêtait pas de caractère antifasciste et influèrent sur sa définition par l'Internationale communiste, vers la fin septembre, comme étant une guerre impérialiste des deux cotés. Cette définition qui ne prenait pas en compte que dans l'un des camps se tenait l'Allemagne de Hitler, ennemi acharné du mouvement ouvrier, fut adoptée fin septembre, sous l'influence du parti soviétique qui tenait une place dominante dans l'IC. Or, si l'Etat soviétique était sans doute en droit, devant les capitulations et les tergiversations occidentales, devant leur tendance à orienter le bellicisme nazi contre l'URSS, d'écarter le risque d'une guerre immédiate avec l'Allemagne et de prendre des gages pour l'avenir, les Partis communistes auraient dû être juges de ce qu'ils devaient dire et faire dans chaque pays pour ne pas perdre le capital politique que leur avait valu leur combat antifasciste. La nature de l'IC conçue comme un parti international centralisé ne le permit pas. Au début d'octobre 1939 le PC français, qui se reprochera aussi, non sans raison dans ce cas, de n'avoir pas appelé les travailleurs à une riposte vigoureuse dès l'interdiction de sa presse, modifia sa position